



Bulletin électronique d'information du ministère du Travail

Volume 8, n° 2 – Juillet 2011

NOUVELLES DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES

Consultations sur le fonctionnement de l'industrie de la construction

La ministre du Travail, M^{me} Lise Thériault, a annoncé la tenue de consultations en vue d'une mise à jour de la Loi R-20 sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Pour connaître tous les détails de la réglementation qui encadre cette loi ainsi que l'équipe de travail liée à ces consultations, visitez le site Web du Ministère.

Communiqué² du cabinet de la ministre du Travail

Santé et sécurité au travail dans la construction : resserrement réglementaire

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a annoncé dernièrement l'entrée en vigueur de changements réglementaires au *Code de sécurité pour les travaux de construction*. Ces modifications concernent notamment les installations sanitaires ainsi que les normes sur le montage et le démontage de charpentes métalliques.

Communiqué² de la CSST

Bonne nouvelle pour les entreprises : baisse du taux de cotisation à la CSST en 2012

Le taux moyen de cotisation à la CSST passera de 2,19 \$ à 2,13 \$ du 100 \$ de masse salariale à compter de 2012. Cette décision a été annoncée le 30 mai dernier à l'issue d'une réunion du conseil d'administration de la CSST.

Communiqué² de la CSST

La CSST a collaboré à l'élaboration d'un nouvel outil en santé et sécurité du travail destiné à l'industrie de la restauration

L'Association des restaurateurs du Québec (ARQ) a mis en ligne, dans son site Web, une nouvelle section intitulée *Politiques et procédures en santé et sécurité du travail*². Les restaurateurs y trouveront des politiques, des procédures et des conseils pour les aider à créer un environnement de travail sain et sécuritaire.

Communiqué² de l'ARQ

FAITS SAILLANTS EN RELATIONS DU TRAVAIL

Hôtel Sacacomie : une entente met fin à dix mois de grève

Le long conflit de travail à l'Hôtel Sacacomie de Saint-Alexis-des-Monts, en Mauricie, est maintenant terminé. Les syndiqués ont accepté, le 22 mai dernier, l'entente de principe conclue quelques jours plus tôt avec leur employeur. La direction de l'hôtel et le syndicat ont signé la nouvelle convention collective le 1^{er} juin.

[Communiqué](#) de l'employeur

Grève écartée au Château Frontenac : les syndiqués approuvent l'entente de principe conclue avec leur employeur

Le 26 mai dernier, les employés syndiqués du Fairmont Le Château Frontenac ont accepté, dans une proportion de 92 %, les termes de leur nouvelle convention collective de travail d'une durée de quatre ans. Les quelque 500 syndiqués toucheront des hausses salariales variant entre 2,25 et 3 %.

[Article](#) de Radio-Canada

Une nouvelle entente pour un groupe de syndiqués du Manoir Richelieu de La Malbaie

Une centaine de syndiqués du Fairmont Le Manoir Richelieu occupant un emploi lié à l'accueil et au service aux chambres se sont prononcés, à la fin de mai, pour l'acceptation des termes de leur nouvelle convention collective. L'entente est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016.

[Article](#) de *CIHO-FM*, Charlevoix

Convention collective de longue durée à la mine Raglan au Nunavik

Les 400 travailleurs de cette mine de nickel de la région du Nord-du-Québec ont ratifié, à la fin de mai dernier, une nouvelle convention collective de six ans avec leur employeur. Celle-ci prévoit notamment des bonifications au chapitre des horaires de travail et des primes versées aux salariés.

[Communiqué](#) du syndicat
[Article](#) de *Canoë*

Montréal : entente entre l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et ses cols bleus

Les 306 employés du Plateau-Mont-Royal ont une nouvelle convention collective depuis mai dernier. Cet arrondissement devient ainsi le premier de la métropole à négocier une entente locale depuis la signature de la convention collective avec la Ville centre. Elle porte notamment sur les mouvements de main-d'œuvre, les horaires de travail et les heures supplémentaires.

[Communiqué](#) conjoint

Nouvelle convention collective entre Mont-Tremblant et ses policiers

La Ville de Mont-Tremblant et le syndicat qui représente ses 35 policiers et policières ont signé, le 17 mai dernier, une nouvelle convention de six ans, soit jusqu'en 2014.

[Communiqué](#) du syndicat

Nouvelle convention collective pour les pompiers de Shawinigan

Les pompiers syndiqués de la Ville de Shawinigan se sont prononcés à 71 % pour l'acceptation des termes de leur nouvelle convention

collective. D'une durée de cinq ans, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2013, le nouveau contrat de travail prévoit des augmentations salariales de 2 % en 2011 et de 2,5 % en 2012 et 2013. Pour les années antérieures, une rétroactivité de 2 % sera versée aux salariés.

Communiqué du syndicat

Après plus de quatre ans de négociation, la Ville de Gatineau et ses policiers concluent une nouvelle convention collective

Les policiers de Gatineau ont accepté à plus de 88 %, le 12 juin dernier, l'entente de principe conclue avec leur employeur. La nouvelle convention collective d'une durée de huit ans est en vigueur jusqu'en 2014.

Article de Radio-Canada

Une entente de sept ans au Réseau de transport de Longueuil

Les 475 chauffeurs d'autobus du Réseau de transport de Longueuil se sont prononcés dans une proportion de 84 %, en mai dernier, pour l'acceptation de l'entente de principe conclue avec leur employeur. Celle-ci prévoit notamment des hausses salariales de 21,5 % réparties sur sept ans.

Communiqué du syndicat

Nouvelle convention collective chez Héroux-Devtek de Longueuil

Les 335 employés syndiqués de cette usine spécialisée dans la fabrication de trains d'atterrissage ont voté majoritairement pour l'acceptation de l'entente de principe intervenue avec leur employeur. La nouvelle convention est en vigueur jusqu'au 1^{er} mai 2014.

Communiqué de l'employeur

Gaspé : entente à l'usine LM Wind Power

Les quelque 175 employés de ce fabricant de pales éoliennes à Gaspé ont accepté, en mai dernier, les clauses d'une nouvelle convention collective de travail. L'entente prévoit notamment une hausse de salaire de 1 \$ l'heure dès cette année.

Article du quotidien *Le Soleil*

Zellers d'Alma : la saga juridique se poursuit

Les ex-employés syndiqués du magasin Zellers des Galeries Lac-Saint-Jean à Alma devront patienter avant de connaître leur sort. En février dernier, la Commission des relations du travail (CRT) avait ordonné leur réintégration, quinze ans après la fermeture du magasin où ils travaillaient. La compagnie avait ouvert une nouvelle succursale au Carrefour Alma. Le 21 avril dernier, la Cour supérieure a accordé un sursis aux employés actuels de Zellers du Carrefour Alma menacés de perdre leur emploi à la suite de la décision de la CRT.

Article du journal *Le Quotidien*

Nouvelle convention au Super C de Jonquière

Les syndiqués du Marché d'alimentation Super C de Jonquière ont maintenant une nouvelle convention collective de travail. Ils ont accepté en juin les termes d'une nouvelle entente qui viendra à échéance en 2014, en même temps que les conventions collectives des autres marchés d'alimentation de la région affiliés à la CSN.

Article du journal *Le Quotidien*

Les employés de la production du journal Le Quotidien ont une nouvelle convention collective

Le 30 mai dernier, les syndiqués de la production des journaux *Quotidien* et *Progrès-dimanche* de Saguenay se sont prononcés, dans une proportion de 74 %, pour la proposition de règlement soumise par leur employeur. Comme certains de leurs collègues des autres journaux du groupe Gesca, les employés ont dû faire des concessions, notamment au chapitre des salaires et du régime de retraite.

Communiqué² du syndicat

Nouvelle convention collective au journal La Tribune

Les quelque 130 employés syndiqués du journal La Tribune ont voté majoritairement, le 1^{er} mai dernier, pour l'hypothèse de règlement soumise par le conciliateur du ministère du Travail. Le quotidien de Sherbrooke est la propriété du groupe Gesca.

Article² de la chaîne *Argent*
Communiqué² du syndicat

TELUS conclut une nouvelle entente avec 12 000 employés au pays

Les membres du Syndicat des travailleurs en télécommunications (TWU) ont accepté, au début juin, les termes d'une nouvelle convention collective de travail. L'entente, d'une durée de cinq ans, viendra à échéance le 31 décembre 2015.

Communiqué² de l'employeur

Une convention collective « verte » au centre de la petite enfance Manche de Pelle de Sherbrooke

La nouvelle convention collective que vient de conclure le Syndicat des intervenantes en petite enfance de l'Estrie prévoit des dispositions pour lutter contre le gaspillage. Le CPE Manche de Pelle de Sherbrooke est engagé depuis 2008 dans la promotion des valeurs environnementales.

Communiqué² du syndicat

Saint-Antoine-de-Tilly : renouvellement de la convention collective à la Fromagerie Bergeron

Les 108 syndiqués de la Fromagerie Bergeron ont voté dans une proportion de 84 %, à la fin d'avril, pour l'acceptation de l'entente de principe conclue avec leur employeur. Leur nouvelle convention collective, d'une durée de six ans, prévoit des hausses salariales de 24 à 31 %, selon le type d'emploi.

Communiqué² du syndicat

Aéroport de Québec conclut une entente de longue durée avec ses employés

Les syndiqués de l'Aéroport international Jean-Lesage, affiliés à l'Alliance de la fonction publique du Canada, ont entériné le 6 juin l'entente intervenue avec leur employeur. La nouvelle convention collective d'une durée de sept ans prévoit des augmentations de salaire allant jusqu'à 23 %.

Communiqué² de l'employeur

Aluminerie de Bécancour : une entente pour améliorer les relations du travail

Les syndiqués de l'Aluminerie de Bécancour ont accepté à plus de 75 % au début juin le rapport du médiateur spécial, Lucien Bouchard. Patron et syndicat ont eu recours à l'ex-premier ministre du Québec dans le but de trouver des solutions pour mettre fin au mauvais climat de travail qui régnait au sein de l'entreprise.

Article² du quotidien *Le Nouvelliste*

Convention collective de longue durée pour les 1 400 travailleurs de l'Aluminerie Alcoa de Baie-Comeau

Les syndiqués de l'Aluminerie de Baie-Comeau ont approuvé, le 30 mai dernier, dans une proportion de 75 %, les termes d'une nouvelle convention collective de huit ans avec Alcoa. Après les quatre premières années, la convention pourra être réouverte pour les questions d'ordre salarial.

Communiqué² du syndicat

Santé et sécurité au travail : la Ville de Sherbrooke investit dans la prévention

La Ville de Sherbrooke prend les moyens pour réduire le nombre d'accidents du travail. En misant sur la prévention, elle compte réaliser des économies de 500 000 \$ par année d'ici la fin de 2015 au chapitre de ses cotisations à la CSST.

Article² du quotidien *La Tribune*

Nouveau président de la CSN

M. Louis Roy succède à M^{me} Claudette Carboneau à la présidence de la CSN. Les délégués de la centrale l'ont élu par acclamation, le 18 mai dernier, lors du 63^e congrès de la centrale syndicale qui se tenait à Montréal.

Communiqué² de la CSN

M^{me} Lucie Levasseur réélue à la présidence du Syndicat canadien de la fonction publique

Le Congrès du Syndicat canadien de la fonction publique, section Québec, s'est tenu en mai dernier à Québec. L'événement s'est terminé par l'élection des nouveaux dirigeants du syndicat. Outre la réélection de M^{me} Lucie Levasseur à la présidence, les délégués ont élu M. Denis Bolduc, journaliste au Journal de Québec, au poste de secrétaire général du SCFP-Québec.

Communiqué² du syndicat

La fermeture du Valu-Mart de Shawville en Outaouais est évitée

Les employés du Valu-Mart, la seule épicerie de cette municipalité de l'Outaouais, ont accepté le 11 juin dernier les dernières offres de leur employeur. Ils mettaient ainsi fin à leur grève qui avait incité Loblaw à annoncer la fermeture du magasin.

Article² du quotidien *Le Droit*

NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS

Un chef pour le Bureau de lutte contre la corruption et la malversation

En mai dernier, le ministre de la Justice nommait M^e Sylvain Lépine chef du Bureau de lutte contre la corruption et la malversation. Avant sa nomination, M^e Lépine agissait comme procureur en chef de l'Opération Marteau, l'escouade spéciale de la Sûreté du Québec chargée d'enquêter sur le secteur de la construction. Le Bureau de lutte contre la corruption et la malversation est composé de procureurs affectés exclusivement aux dossiers de l'Unité permanente anticorruption².

Article² de *Radio-Canada*

Ministre du Travail du Canada

La députée fédérale ontarienne, M^{me} Lisa Raitt, a été nommée ministre du Travail du Canada, poste qu'elle occupait avant le déclenchement des élections fédérales de mai dernier.

Dernier rapport de la Confédération syndicale internationale sur la répression syndicale dans le monde

Le plus récent rapport²⁹ de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur la violation des droits syndicaux dans le monde a été publié en juin dans le cadre de la 100^e conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le rapport, qui couvre l'année 2010, touche 143 pays. On y apprend notamment que 90 syndicalistes ont été assassinés dans le monde en 2010, dont 49 en Colombie. Au moins 5 000 syndicalistes ont été licenciés dans le monde pour activités syndicales.

À propos du Canada, la CSI écrit : « Au Canada, les syndicats ont introduit des plaintes à l'OIT suite au refus des gouvernements fédéral et provinciaux de modifier leur législation pour y inclure la notion de négociation collective. Tant aux États-Unis qu'au Canada, le recours aux briseurs de grève reste une pratique largement étendue. »

Le salaire minimum sera haussé à 10 \$ l'heure en Nouvelle-Écosse

Le salaire minimum passera à 10 \$ l'heure pour une majorité de travailleurs en Nouvelle-Écosse, à compter du 1^{er} octobre 2011. Le taux horaire minimum actuel se situe à 9,65 \$. Les travailleurs qui comptent moins de trois mois d'expérience empocheront, de leur côté, 9,50 \$ l'heure. Rappelons qu'au Québec, le salaire minimum est passé à 9,65 \$ l'heure le 1^{er} mai dernier.

Suisse : non à un salaire minimum

Les électeurs du canton de Vaud, en Suisse, se sont prononcés contre l'instauration d'un salaire minimum lors d'un référendum tenu en mai dernier. Les Vaudois ont toutefois dit oui à ce qu'une aide complémentaire soit apportée aux familles de travailleurs pauvres.

Article³⁰ de La Tribune de Genève

Les salaires pourraient doubler en Chine dans les cinq prochaines années

Le gouvernement chinois aurait l'intention d'augmenter les salaires à un rythme annuel de 15 %, de manière à les faire doubler en 2015 par rapport au niveau actuel.

Dans treize provinces chinoises, le salaire minimum aurait connu, depuis le début de l'année, une élévation de 22,8 % en moyenne. Des mesures seraient également envisagées afin de mieux contrôler les niveaux de rémunération dans les milieux à hauts revenus.

Article³¹ de CRI on Line

Salaire minimum en Asie : les cas de la Malaisie et de Hong Kong

La Malaisie s'apprête à établir un salaire minimum national. Actuellement, 34 % des salariés malaisiens sont au-dessous de ce seuil. Le pays rejoindra alors les rangs des États asiatiques à avoir mis en place un salaire plancher dans la dernière décennie. Cette liste inclut le Cambodge, la Chine, l'Indonésie, la Mongolie, le Vietnam et Hong Kong, d'après l'Organisation internationale du travail.

Le dernier en date, Hong Kong, a décidé, en janvier dernier, d'un salaire horaire de 28 \$HKG. Une révolution pour cette cité-État habituée à n'avoir aucune réglementation du marché du travail. À tel point qu'outre les patrons, une partie des salariés et certains syndicats s'y sont opposés, par peur de licenciement. Singapour sera désormais le dernier État de la région à ne pas avoir de législation sur ce sujet.


Article³² du Courrier international

Des élus français veulent forcer les assistés sociaux à travailler

Des élus de droite pressent le gouvernement français de serrer la vis aux bénéficiaires de l'aide sociale en les forçant à travailler cinq heures par semaine. La proposition a été lancée par le ministre aux Affaires européennes, Laurent Wauquiez, qui a suscité un tollé en décrivant les « dérivés de l'assistanat » étatique comme « le cancer de la société française ».

Le ministre, ancien secrétaire d'État à l'Emploi, souhaite que les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) prennent conscience, par ces heures de « travail social », du fait qu'ils ont des devoirs « face à leurs droits ». Parmi les missions possibles, le politicien évoque la surveillance à la sortie des écoles, les travaux de nettoyage ou encore l'accueil dans les services publics. Il entend par ailleurs demander, dans un projet de loi, que les revenus découlant de l'aide sociale ne puissent excéder 75 % du salaire minimum, de manière à garantir que les bénéficiaires soient poussés à travailler.

Sa sortie a été rapidement décriée par la gauche française, qui s'insurge contre une stigmatisation « indécente » de cette tranche de population défavorisée.

Article  de Cyberpresse

PUBLICATIONS RÉCENTES

Au ministère du Travail


« Les ententes négociées (2 juin 2011) ». Ministère du Travail, Québec, *Information statistique sur le travail*, avril 2011.

« Les ententes négociées (3 mai 2011) ». Ministère du Travail, Québec, *Information statistique sur le travail*, mai 2011.


« Les ententes négociées (18 avril 2011) ». Ministère du Travail, Québec, *Information statistique sur le travail*, avril 2011.

« Les ententes négociées (8 avril 2011) ». Ministère du Travail, Québec, *Information statistique sur le travail*, avril 2011.

Autres publications

Flash Info, vol. 12, n° 12 . Institut de la statistique du Québec, Québec, Travail et rémunération, mai 2011.

Cette édition du bulletin présente un article intitulé « La croissance salariale au Québec chez les salariés syndiqués en 2009 et 2010 ». L'article propose une mise à jour de l'information relative aux augmentations salariales octroyées en 2009 et 2010 dans les conventions collectives au Québec.

Hausse du salaire minimum au Québec et évolution de l'emploi : que disent les données statistiques?  Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2011.

« Prendre sa retraite avec des dettes » . Statistique Canada, Ottawa, *L'emploi et le revenu en perspective*, avril 2011.

À l'aide de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009, cet article examine la proportion, le type et le niveau de la dette chez les Canadiens retraités âgés de 55 ans ou plus.

La dépression nuit à la réadaptation et au retour au travail . Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Québec, *Études et recherches*, mars 2011.

Cette étude, réalisée auprès d'un échantillon de 225 travailleurs souffrant de troubles musculo-squelettiques, a permis de constater que la dépression aurait une influence sur le rétablissement de ces personnes. On dénote, entre autres, que les gens déprimés seraient plus susceptibles de mettre un terme au traitement avant la fin du programme de réadaptation et seraient plus portés à faire usage d'analgésiques.

Le saviez-vous?

Vacances de la construction

La période de vacances de l'industrie de la construction est quelque peu modifiée cette année. En effet, elle débordera sur le mois d'août, s'échelonnant du 24 juillet au 6 août 2011.

Santé et sécurité au travail dans le secteur minier : l'industrie s'associe à l'Institut Robert-Sauvé

L'arrivée massive de nouveaux travailleurs miniers au cours des prochaines années préoccupe les entreprises de ce secteur. Outre le recrutement de nouveaux travailleurs, l'autre défi consiste à former la main-d'œuvre au chapitre de la santé et de la sécurité au travail. Pour ce faire, l'industrie a décidé de s'associer à l'Institut Robert-Sauvé.

Article de Radio-Canada

En perspective

Deux études arrivent à la même conclusion : la hausse du salaire minimum ne nuirait pas à la création d'emplois

La création d'emplois n'aurait pas souffert des hausses successives du salaire minimum au Québec au cours de la dernière décennie. C'est du moins ce que révèle une analyse publiée en avril par l'Institut de la statistique du Québec.

Article de Cyberpresse
Feuilleton de l'Institut

Par ailleurs, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) estime que le gouvernement du Québec doit maintenir le cap en continuant d'augmenter le salaire minimum au cours des prochaines années. Dans sa note d'intervention intitulée *Le salaire minimum au Québec : pour un revenu décent*, publiée le 7 mai dernier, l'IREC arrive à la même conclusion que l'ISQ à propos de l'évolution récente de l'emploi au salaire minimum au Québec.

Communiqué de l'IREC

Événements à surveiller

Colloque de la Commission des normes du travail : c'est le temps de s'inscrire!

Le 1^{er} novembre 2011
Centre Mont-Royal à Montréal

Soyez aux premières loges pour échanger et partager votre point de vue sur les nouvelles réalités et tendances du monde du travail :

- conditions de travail des salariés non syndiqués au Québec;
- flexibilité du travail et rémunération adéquate des salariés;
- travailleurs étrangers temporaires;
- prévention du harcèlement psycho-logique au travail : aspects humains;
- nouveaux modèles d'organisation des entreprises et leurs impacts.

Des chiffres qui parlent

Les entreprises du Québec ont de plus en plus de difficulté de recrutement

Selon une enquête réalisée par l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA) et publiée dans le bulletin *Flash-Emploi CRHA* (vol. 1, n° 2), parmi les professionnels de la gestion des ressources humaines questionnés, 56,7 % prévoient une intensification des efforts de recrutement dans leur entreprise au cours des prochains mois.

Communiqué de l'Ordre des CRHA

Combien de jours de travail sont perdus annuellement au Canada par des employés à temps plein pour des absences personnelles?

En 2010, le nombre de jours de travail perdus au pays pour des absences personnelles est estimé à 100 millions. Selon Statistique Canada, ce nombre est supérieur chez les femmes et les salariés syndiqués.

Article² du quotidien *Le Soleil*
Bulletin² de Statistique Canada

Plus d'un Québécois sur cinq ment pour expliquer son absence au travail

Selon un sondage publié en mai 2011, 23 % des Québécois donnent de fausses raisons pour motiver leur absence au travail. La consultation a été menée pour le compte de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

Communiqué² de l'Ordre
Résultats complets du sondage² intitulé *Comportements éthiques en milieu de travail*

- Accessibilité
- Confidentialité
- Droits d'auteur

Dernière modification : 2011-06-17

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2011